

Les « 5 à 7 » sont des rendez-vous organisés avec un chercheur impliqué par les thématiques que développe Profession Banlieue: une façon de rapprocher les professionnels et les chercheurs autour des questions sociales, urbaines et politiques. Carte blanche est laissée à l'intervenant de faire état d'une étude particulière ou d'apporter un éclairage spécifique sur un sujet abordé par ses travaux de recherche. □

Joëlle Bordet est psychosociologue, chercheuse au CSTB, Centre scientifique et technique du bâtiment.

Elle a notamment publié *Les « Jeunes des cités »*, PUF, collection Le sociologue, 1998. □

PROFESSION
BANLIEUE

les « 5 à 7 »

n° 11

« FAIRE GRANDIR LES ENFANTS »
EXPÉRIENCES COLLECTIVES
DANS LES QUARTIERS D'HABITAT SOCIAL

JOËLLE BORDET

1^{ER} JUIN 2004

Ce « 5 à 7 » a été consacré à la présentation du nouvel ouvrage de Joëlle Bordet, en cours de parution, intitulé « Faire grandir les enfants. Expériences collectives dans les quartiers d'habitat social ». Face à l'intensification de la stigmatisation des jeunes et des familles confrontés à la désaffiliation sociale et à la relégation, face au renforcement de la pénalisation de ces populations, Joëlle Bordet propose de créer de nouvelles solidarités collectives entre les représentants des institutions publiques, les responsables politiques et les adultes aux

Maquette Claire Péraro – Édité en mai 2005



PROFESSION BANLIEUE

15, RUE CATULIENNE – 93200 SAINT-DENIS

TÉL. : 01 48 09 26 36 – FAX: 01 48 20 73 88

PROFESSION.BANLIEUE@WANADOO.FR

WWW.PROFESSIONBANLIEUE.ORG

prises avec ces situations pour «faire grandir les enfants»; enjeu pour toute la société. En étayage à ses réflexions et à son expérience de chercheuse psychosociologue au Centre scientifique et technique du bâtiment (CSTB), elle développe le sens de cette proposition, son importance et comment elle peut être déclinée sur quatre champs cruciaux: la justice, l'école, la culture, l'espace public. Pour chaque champ, une analyse d'expériences significatives de ces solidarités, qui pour la plupart ont existé environ sept à dix ans, est proposée.

L'ouvrage vise à alimenter les points de vue de tous les professionnels et des élus, des adultes impliqués, d'une façon générale, auprès des enfants et des adolescents. Compte tenu des travaux menés par Joëlle Bordet, il y est principalement question des adolescents, mais la perspective proposée s'adresse également aux enfants.

Ce « 5 à 7 » présente en particulier un chapitre central intitulé «Faire grandir les enfants, un travail d'humanisation, de protection et d'ouverture au monde», où l'auteure postule la nécessaire responsabilité collective pour «faire grandir les enfants» et pour accueillir les nouvelles générations. Celle-ci suppose de mener un travail d'humanisation et d'ouverture au monde, car le petit d'homme ne peut vivre et se développer que si, lors de son enfance et de son adolescence, il est protégé et éduqué.

SOMMAIRE

| | |
|---|----|
| Un travail d'humanisation, de protection et d'ouverture au monde | 3 |
| • Une responsabilité collective des adultes | 3 |
| • Trouver la confiance en soi, dans les autres et dans l'avenir, pour ouvrir le monde aux adolescents | 5 |
| • La dignité, le respect de soi et des autres: une dimension centrale de la vie des quartiers | 7 |
| La transmission, l'histoire: un enjeu pour l'inscription de l'adolescent dans sa généalogie, dans son devenir | 9 |
| • Un travail collectif des adultes pour que les enfants puissent s'étayer, se construire et se différencier | 11 |
| Être solidaires entre adultes et professionnels pour relever ces défis | 14 |
| Tisser des liens entre les groupes affinitaires et communautaires et les communautés de vie pour renforcer la démocratie locale | 17 |
| Reconnaître les communautés de vie, renforcer les solidarités entre les adultes et les institutions: un projet politique | 21 |

DEPUIS de nombreuses années, «faire grandir» les enfants dans une société moderne n'est pas un enjeu facile. Nous ne sommes plus dans une société de la reproduction où la tradition, les rapports d'autorité permettent d'être dans une transmission directe. À chaque génération, les adultes ont la responsabilité d'accueillir les adolescents, de refaire avec eux «société», d'être accueillants et à la fois présents pour exister, transmettre, se confronter parfois à des visions du monde différentes.

UN TRAVAIL D'HUMANISATION, DE PROTECTION ET D'OUVERTURE AU MONDE

Une responsabilité collective des adultes

Pour chaque adulte, chaque parent, c'est une position interne à construire, moment aussi où pour soi-même l'on change, on s'identifie autrement à un rôle parental, à l'accompagnement de l'autre, le plus jeune... une autre conscience de l'âge, de soi, des autres, de sa propre génération. Je reprendrai cette phrase

d'Hannah Arendt, car elle est significative de cette position à construire en soi-même et avec les autres : « *L'éducation est le point où se décide si nous aimons assez le monde pour en assumer la responsabilité et, de plus, le sauver de cette ruine qui serait inévitable sans le renouvellement, et sans cette arrivée de jeunes et de nouveaux venus. C'est également avec l'éducation que nous décidons si nous aimons assez nos enfants pour ne pas les rejeter de notre monde, ni les abandonner à eux-mêmes, ni leur enlever leur chance d'entreprendre quelque chose de neuf, quelque chose que nous n'avions pas prévu, mais les préparer d'avance à la tâche de renouveler un monde commun.*¹ »

Ainsi, « faire grandir les enfants » ne peut se réduire à un débat de méthodes, de programmes, d'instruments opératoires, mais repose sur des positions construites par les adultes pour accompagner, accueillir ces nouvelles générations. Au-delà de l'intention générale, avec laquelle de façon explicite nous pouvons être tous d'accord, nous sommes aujourd'hui confrontés à de réelles difficultés pour assumer cette position, mais nous avons aussi de nouvelles possibilités. La proposition que j'aborde ici concerne l'ensemble de notre so-

ciété, et n'est pas imputable qu'aux adultes vivant dans les quartiers d'habitat social, aux prises avec une grande fragilisation sociale et parfois la relégation spatiale.

Cependant, dans mon ouvrage, c'est à propos d'eux, de leurs enfants, de la solidarité que nous pouvons développer avec eux que j'écris. Je souhaite que cette réflexion ouvre de nouvelles perspectives, permette de repousser les limites des stéréotypes, de la stigmatisation, qu'elle contribue à ce que les adolescents qui vivent dans ces conditions soient reçus, accueillis et aimés par cette société. Idéal difficile, mais que cela signifierait-il pour nous tous de penser que, par avance, des adolescents seraient *a priori* désignés comme des dangers potentiels, et que la méfiance, la prévention contre le risque seraient les premières caractéristiques de leur accueil ? Aujourd'hui, la spirale de la dangerosité est inquiétante. Plus les jeunes sont désignés comme dangereux, plus pour exister ils se mettent en danger et deviennent dangereux pour autrui... Arrêter cette spirale suppose un travail collectif des adultes et des institutions pour que demain les jeunes les plus fragiles ne soient pas embrigadés par des adultes sectaires ou destructeurs.

Trouver la confiance en soi, dans les autres et dans l'avenir, pour ouvrir le monde aux adolescents

Les adultes qui vivent dans les quartiers d'habitat social ont traversé des moments d'histoire personnelle et collective difficiles : exil, chômage, parfois des situations familiales complexes. À chaque fois, ils ont dû se réadapter, transformer leurs systèmes de valeurs, leurs rapports avec le pays d'origine. Leurs enfants sont nés dans cette histoire. Ils ont vu parfois leur père perdre pied, car la fermeture de l'usine signifiait l'absence de travail, de statut social reconnu ; les mères ont été à la fois très attirées par ce nouveau monde et nous ont dit souvent leurs difficultés à s'étayer sur des valeurs sûres pour accompagner leurs enfants. Je pense au très beau film de Yasmina Benguigui, *Mémoires d'immigrés*, où les pères témoignent de ce moment d'arrachement à leur terre natale et en même temps de cette soif de la découverte, de ce nouveau monde. Et puis l'inquiétude pour eux, pour leurs proches...

Dans les quartiers d'habitat social, toute l'histoire de la classe ouvrière est là, mais celle aussi de la décolonisation, de l'exode rural, des transformations majeures de la reconstruction de la France des années quarante-cinq. C'est aussi l'histoire d'aujourd'hui, le

rapport aux autres, à la multiplicité des identités, des religions. Au-delà de l'aspect fonctionnel renforcé par les formes d'urbanisme, un quartier, c'est une condensation de toutes ces cultures, de toutes ces origines, de toutes ces histoires. Aujourd'hui, le quartier de la Grande Borne à Grigny accueille des personnes d'origine de trente-cinq nationalités, dont plus de trente-cinq pour cent de la population a moins de vingt-cinq ans... et dont près de trente pour cent sont au chômage... Comment, au-delà de la relégation, ce capital local peut-il être une source de confiance en soi, dans les autres ? Lors de nombreux moments de festivité, cette richesse s'exprime, mais les responsables des institutions n'ont trop souvent pas assez confiance aux habitants, en faisant pour eux plutôt qu'avec eux. Je pense à la naissance de l'association « Conseils de famille » dans le quartier des Poètes à Pierrefitte-sur-Seine (93) ; face aux difficultés dans le quartier, aux adolescents qui vandalisaient le centre social, qui agressaient les animateurs et le directeur, l'équipe a décidé la fermeture du centre et a fait alors le choix de reconstruire leur projet avec les parents. Les pères et les mères se sont réunis, mais, dans un premier temps, les mères ont remis la responsabilité de ce projet aux pères. Pendant plusieurs années, les pères et les mères ont travaillé avec le centre social, et se sont réunis souvent chez

1. ARENDT Hannah, *La Crise de la culture*, Gallimard, 1972.

l'un d'entre eux le dimanche pour discuter de l'éducation des enfants, ici, en France... Ce travail collectif n'est pas facile à soutenir, la tendance à la fermeture, à l'individualisme est grande... La honte aussi face au voisinage, aux travailleurs sociaux... Pourtant, quand cette confiance collective reprend vie, alors les adultes reprennent pied face à leur enfant et peuvent intervenir lorsque la vitre du centre social est cassée ou que la voisine du dessus se fait insulter depuis plusieurs soirs.

Cela suppose aussi de se confronter à l'usure, à ce recommencement perpétuel de devoir accueillir, faire confiance, et ce n'est pas facile quand les dimensions structurelles du chômage et de la surpopulation s'intensifient. Ainsi, aujourd'hui, au quartier des Poètes, les adultes désespèrent et s'épuisent; de nouveau les adolescents agressent les commerçants, les instituteurs sont confrontés quotidiennement à des violences, le centre social va mal, la ville elle-même a des difficultés financières et du mal à soutenir l'ouverture du quartier.

Ce travail de confiance collectif est sans cesse à renouveler, c'est un tissage permanent, porté à la fois par des projets collectifs et politiques. Je regrette souvent qu'un travail d'évaluation sur plusieurs années à ce propos n'ait pas été fait, car une part im-

portante de ce que l'on appelle la politique de la ville a été de soutenir les efforts collectifs. La restriction actuelle des financements aux associations, la mise en question de programmes de médiation comme les emplois-jeunes ou les adultes-relais de la part de l'État, portent atteinte à ce travail collectif de confiance dans les autres, qui ne peut se faire que par l'existence d'enjeux, de médiations, de moments communs qui construisent le « vivre ensemble ». Les tendances à la fermeture, au repli sur soi renforceront alors les sentiments d'insécurité et la stigmatisation quotidienne de l'autre. Je pense à cette étude réalisée à Montreuil-sous-Bois (93) à propos des sentiments d'insécurité pour laquelle nous avons interviewé des groupes d'habitants, adultes et adolescents, des professionnels impliqués au quotidien dans le quartier (postiers, chauffeurs d'autobus, policiers, éducateurs, assistants sociaux) et des élus de la ville. À l'issue de cette étude où nous avons restitué les analyses menées dans chaque groupe, nous avons organisé un débat collectif où était invité l'ensemble des personnes interviewées. Au-delà de chaque fait d'insécurité, l'inquiétude majeure énoncée par les personnes présentes étaient celle de leur capacité collective à soutenir l'ouverture, l'avenir pour les jeunes : comment ne pas être enfermé dans la vie quotidienne mais avoir confiance

dans l'avenir pour eux-mêmes et pour leurs enfants? Cette confiance ne s'autodecte pas, mais elle peut se construire, se développer. Ainsi, les façons dont on vit ensemble, la lutte contre les violences quotidiennes pour éviter la création de situations traumatiques, la possibilité des habitants d'être acteurs, avec des responsabilités reconnues, contribuent à cette réassurance collective, point d'appui pour les jeunes générations.

La dignité, le respect de soi et des autres : une dimension centrale de la vie des quartiers

Combien de fois une bagarre n'a-t-elle pas commencé parce qu'un jeune dit à l'autre: « Qu'est-ce que tu as à me regarder comme cela? » ; sous entendu : « Tu ne me respectes pas... » Cette sensibilité à l'irrespect est omniprésente. Elle signifie à la fois cette grande difficulté à trouver la bonne distance par rapport aux autres, à l'autre, mais aussi l'affirmation d'une valeur intangible, celle pour laquelle on peut agresser l'autre physiquement pour rétablir le respect, la limite qui ne doit pas être franchie... Souvent à cette valeur de respect est associée chez les jeunes la justice... Lors d'échanges avec eux, ces jeunes parlent de situations d'injustice, en particulier à l'école... situations parfois surprenantes où l'enseignant n'a probablement pas eu conscience de ce qui se passait pour le jeune. Les

codes associés à des valeurs créent des conflits ou les défont au sein des quartiers. Le rapport à la règle est souvent peu reconnu, mais le rapport aux codes est immédiat.

Les marques de respect ont aussi pour rôle d'assurer l'intégrité du corps, la capacité à garder cette intégrité face à des situations dangereuses liées à la drogue, parfois à la sexualité. Ainsi, la réputation est très importante pour une fille et pour ses proches. Marquer du respect a une valeur centrale, car il s'agit là de l'intégrité physique et morale de la personne au sein du quartier.

Qu'en est-il dans les familles? Lorsque nous parlons avec les adolescents, leurs parents, je remarque l'importance donnée au respect: respect des pères, des mères, de la génération des frères... mais aussi des difficultés à tenir cette valeur, parce que le père n'apparaît pas à la hauteur des enjeux du fils, parce que l'argent « sale » sert à payer les amendes dans le métro, parce que le frère reproche à sa sœur de ne pas respecter la famille en vivant une relation amoureuse avec un Français... Autant de situations difficiles à négocier, significatives de réalités complexes, qui obligent à renégocier cette intégrité, ce rapport à l'autre. Les parents sont souvent désemparés face à ces transformations et n'ont pas de lieu pour en parler.

Je pense à cette situation malheureusement commune où un père de famille bat son fils parce qu'il a peur, qu'il n'a pas les mots pour intervenir, qu'il se sent impuissant face aux situations, et qui est alors interpellé par le travailleur social ou par le policier, parce qu'en France on ne bat pas les enfants... Comment dialoguer avec ce père, comprendre comment, pour lui, se rétablit le respect, tout en signifiant la limite de la violence? Situation fort difficile pour le professionnel et le parent lui-même.

Aujourd'hui, la mise en place des maisons des parents ou des points écoute à leur intention représente la possibilité de lieux d'échange importants où le respect mutuel entre les parents et les professionnels peut se renforcer, où les parents peuvent sortir de l'isolement et de la honte individuelle. Là aussi, il s'agit d'un tissage quotidien, d'un apprentissage mutuel où, au fil des situations, l'on prend la mesure de l'autre, de son intégrité, de ce qui fait le respect... Richard Sennett dans son livre² en parle merveilleusement; il raconte sa mère travailleuse sociale dans le quartier pauvre blanc de Chicago, quartier où ils ont vécu tous les deux, et dit comment la question n'est pas de se

mettre à la place de l'autre, mais de construire la bonne distance qui marque le respect de l'autre. Cela constitue un travail quotidien avec l'autre, dans la diversité des cultures, mais aussi en prenant en compte l'altérité radicale, celle où l'on ne peut plus comprendre.

Je pense à ce débat collectif à la maison des parents du quartier des Poètes avec une trentaine de mères de famille. Le thème du débat était : « Faut-il dire aux enfants qu'on les aime? » Une grande attention était perceptible. Une femme avait longuement expliqué qu'elle aimait son fils et le lui disait; les femmes d'origine d'Afrique centrale, silencieuses, mais très présentes, sont alors intervenues : « Est-ce que c'est dangereux de ne pas dire aux enfants qu'on les aime? Parce que, chez nous, cela ne se dit pas... » Ce sont des moments où il n'est pas facile d'intervenir, de faire du lien sans pour autant laisser la question sans réponse; en même temps, que dire? Le dialogue au quotidien est un enjeu de respect, de dignité, mais il est difficile de se situer... De même, quand les gens sont confrontés au racisme, à l'indignité. Quel recours? Aujourd'hui, un des ressentiments par rapport à la so-

ciété tient à ces situations d'incompréhension, de racisme immédiat envers soi-même ou ses proches. Nombre de jeunes diplômés ne trouvent pas de travail parce qu'ils habitent tel quartier ou parce qu'ils sont de telle origine. La lutte contre la discrimination et le racisme représente un enjeu majeur pour renforcer ce rapport de respect entre les jeunes et les adultes.

LA TRANSMISSION, L'HISTOIRE : UN ENJEU POUR L'INSCRIPTION DE L'ADOLESCENT DANS SA GÉNÉALOGIE, DANS SON DEVENIR

L'étayage des adolescents est bien difficile aujourd'hui. Beaucoup de facteurs y contribuent. Pour certains, la survie immédiate, la chronicité de la cité, la relégation ne favorisent pas cette dynamique de l'étayage pour grandir. Lorsque la cité devient un lieu de fixation, elle ne permet plus ce rapport au temps et à l'histoire, les jeunes sont alors « pris dans les murs de la cité ». Pour d'autres, ils sont pris dans un kaléidoscope de références et s'étaient peu sur l'histoire. Pourtant, très vite, dans le dialogue avec eux, ils font référence à la langue, à la cuisine de la famille et du pays, et parfois revendiquent très fort des traditions. Je pense à ces jeunes filles maliennes

qui, après s'être identifiées au ghetto américain, nous disaient qu'elles ne pouvaient se marier qu'avec quelqu'un de la même origine voire de la même caste. Souvent, les jeunes expriment ainsi une appartenance à respecter plutôt qu'une histoire et une place dans l'histoire.

Les jeunes prennent souvent conscience de leur histoire alors qu'ils sont devenus jeunes adultes, qu'ils ont acquis un statut social, ou qu'ils sont devenus eux-mêmes parents. Ils font alors référence au silence des parents, souvent à l'absence de mots pour transmettre cette histoire, mais plutôt à sa transmission de fait, en actes. Certains alors éprouvent le besoin de connaître cette histoire, de la faire leur. Ainsi cet ami d'origine algérienne qui, lorsqu'il a été jeune père, a éprouvé le besoin de demander à son père ce qu'il avait été pendant la guerre d'Algérie... Il avait connu son père souvent malade, dépressif, et les autres disaient de lui qu'il avait tenu un grand rôle pendant cette guerre... Nécessité de lever des pans d'incertitude, d'absences, pour pouvoir s'étayer soi-même et exister dans sa génération. C'est le fait de tous, mais cela est encore renforcé quand l'histoire avec un grand H rencontre l'histoire de chacun... Comment défaire les silences ou les identifications héroïques pour retrouver la réalité quo-

2. SENNETT Richard, *Respect : de la dignité de l'homme dans un monde d'inégalité*, Albin Michel, 2003.

tidienne, celle des choix de l'instant qui décide des destins ?

Les quartiers, par les personnes qui y vivent, sont habités par ces histoires non dites, non élaborées, où parfois, au détour d'une rencontre avec un enseignant ou un animateur, le voile a été levé; et l'enfant a pu connaître ce destin singulier, ce pays ou cette région de France dont on parle à la fois trop et pas assez.

Les modes d'accueil des populations dans les grands ensembles, leur caractère fonctionnaliste et hygiéniste ont souvent gommé ces histoires pourtant tellement complexes sur un plan collectif.

Ainsi, lors de ce moment de travail avec un groupe d'habitants à Gonesse (Val-d'Oise), un monsieur d'environ soixante ans prend la parole et raconte comment il est arrivé dans le quartier lors de sa construction après avoir habité le bidonville de Nanterre. Puis il raconte le départ d'Oran, l'arrivée à Marseille puis à Nanterre, les nuages gris, la pluie, la boue et puis Gonesse, une vraie maison... La solitude, comment au bout de six mois, un jour, en ouvrant sa boîte aux lettres, il rencontre un ami d'enfance d'Oran. Ils ne s'étaient pas vus alors qu'ils habitaient là depuis plusieurs mois... Ils se racontent leur installation, le bar avec l'anisette... Une

jeune femme d'une trentaine d'années prend alors la parole – ils se connaissent tous bien, ils militent ensemble aux Restaurants du cœur, mais ils n'ont pas eu l'occasion de se raconter leur histoire. Elle raconte son immense joie de venir ici, de retrouver son père parti depuis plusieurs années en France, elle a alors dix-huit ans... Le monsieur « pied-noir » d'Oran, parti en soixante-deux d'Algérie, ne dira pas directement comment il a vécu l'arrivée des familles arabes venant d'Algérie, mais il est possible de penser que cela n'a pas été facile...

Ainsi, tous les conflits de la décolonisation sont présents dans les quartiers, indirectement ils sont là et s'actualisent à travers des enjeux comme la construction des mosquées. Mais souvent ils restent latents et contribuent à ces difficultés d'étagage. Pourtant, des initiatives importantes sont prises. Ainsi, au café politique ouvert à Gennevilliers, soixante à cent personnes se rencontrent; lors de l'une des séances consacrées à la mémoire de l'immigration, les échanges entre les générations sont très ouverts et permettent à chacun de retisser les fils de son histoire. Progressivement, l'histoire se renoue entre celle du pays ou de la région d'origine, la ville, le quartier où l'on vit.

La plupart des villes, des quartiers portent des histoires importantes,

celles-ci ne sont pas toujours élaborées, mais, au cours des échanges cette identité s'affirme. Si les caractéristiques sociales peuvent être souvent les mêmes, en termes de chômage, de fragilité économique, de multiplicité des origines, chaque quartier a cependant son identité en relation avec la ville où il s'inscrit: les Cévennes ou le Pré Saint-Jean à Alès sont très différents du quartier du Luth à Gennevilliers ou des quartiers de Grande Synthe. Le pays, l'histoire ouvrière, les rapports à la ville, tout les différencie, de même que l'histoire d'Usinor-Sacilor n'est pas celle des usines de charbon d'Alès ou du port de Gennevilliers... Les jeunes et leurs familles sont eux-mêmes empreints de cette histoire spécifique, ils sont d'Alès, de Gennevilliers, de Grande Synthe et, au détour des échanges, ils manifestent ces appartenances. Très souvent, les efforts d'adaptation, d'ancrage, pour tenir à distance les pays d'origine sans les annuler sont très grands.

C'est pourquoi aujourd'hui, lorsque nous nous apprêtons à démolir-reconstruire des logements et, dans certains sites, à déplacer une partie de la population, souvent la plus fragile, pour reconquérir avec des classes moyennes une partie du parc du logement social, je suis inquiète.

Que signifiera ce nouveau déplacement? Quelle rupture avec cet effort

de réenracinement? Comment ces jeunes vont-ils refaire l'histoire? Nous risquons demain par de nouvelles ruptures d'être confrontés à des jeunes de plus en plus en errance, où même la symbiose dans le quartier ne sera plus possible. Comment prévenir de tels risques? Seule une conscience de cet effort collectif pour exister, se réenraciner dans les quartiers et faire l'histoire peut aider à ne pas renouveler le choc fonctionnaliste initial aux grands ensembles.

Un travail collectif des adultes pour que les enfants puissent s'étagier, se construire et se différencier

Je citerai une nouvelle fois Hannah Arendt, qui exprime si bien le travail à faire: *«L'enfant partage cet état de devenir avec tous les êtres vivants; si l'on considère la vie et son évolution, l'enfant est un être humain en devenir, tout comme le chaton est un chat en devenir. Mais l'enfant n'est nouveau que par rapport à un monde qui existait avant lui, qui continuera après sa mort et dans lequel il doit passer sa vie. Si l'enfant n'était pas un nouveau venu dans ce monde des hommes, mais seulement une créature vivante pas encore achevée, l'éducation ne serait qu'une des fonctions de la vie et n'aurait pas d'autre but que d'assurer*

la subsistance et d'apprendre à se débrouiller dans la vie, ce que tous les animaux font pour leurs petits. Cependant, avec la conception et la naissance, les parents n'ont pas seulement donné la vie à leurs enfants, ils les ont en même temps introduits dans un monde. En les éduquant, ils assument la responsabilité de la vie et du développement de l'enfant, mais aussi celle de la continuité du monde. Ces deux responsabilités ne coïncident aucunement et peuvent même entrer en conflit. En un certain sens, cette responsabilité du développement de l'enfant va contre le monde : l'enfant a besoin d'être particulièrement protégé et soigné pour éviter que le monde puisse le détruire. Mais ce monde a aussi besoin d'une protection qui l'empêche d'être dévasté et détruit par la vague des nouveaux venus qui déferle sur lui à chaque nouvelle génération.³ »

Ce travail des adultes est essentiel pour les jeunes et pour le renouvellement de la société à chaque génération. Pour que l'adolescence puisse continuer à être un âge de la vie, un mouvement d'étayage et de séparation, les adultes doivent se sentir assez solides et autonomes pour porter et accompagner ce processus.

Je reprendrai cette définition de l'autonomie chez Winnicott proposée par Richard Sennett : « Pour Winnicott, expérimenter l'autonomie de l'autre peut prendre une forme aussi élémentaire que dans le cas du petit enfant qui passe les doigts sur la peau de sa mère et en perçoit la différence... C'est précisément ce rythme d'identification et de différenciation qui caractérise le processus d'autonomie chez les adultes comme chez les enfants...⁴ »

Ce mouvement d'autonomie présent toute la vie est fondamental à l'adolescence, car l'enfant construit alors progressivement sa position au monde au fur et à mesure des expériences et des réflexions qu'elle suggère.

Les travaux d'Erikson⁵ à propos de la crise de l'adolescence précisent ce mouvement à cet âge de la vie : s'ouvrir au monde, y construire sa position de sujet suppose un mouvement de séparation, de réorganisation interne qui prend appui et s'étaye sur les adultes, sur la société, qui doit être assez solide et consciente d'elle-même. Pour les jeunes nés dans des familles confrontées à la précarité, à des ruptures de valeurs, parfois à des traumatismes historiques, et qui ont

cependant reconstruit un ancrage dans leur quartier, avec leurs enfants et leurs proches, pour ces adolescents, ce mouvement d'autonomie et d'étayage est particulièrement difficile. Souvent la cité constitue d'abord un lieu de symbiose qui réassure par rapport aux échecs possibles, à l'insécurité, au vide. Trouver la dynamique d'étayage pour construire sa propre identité de sujet autonome est un mouvement particulièrement difficile, qui pourtant est essentiel pour sortir de cette survie et de cette fixation potentielle au sein de la cité.

Ce mouvement de séparation-construction de soi suppose alors d'affronter des peurs, de vivre des expériences positives, de se reconnaître parmi les autres comme sujet de droit et d'avoir accès à des statuts sociaux positifs. Pour que ce mouvement existe, les jeunes doivent pouvoir prendre appui sur la génération des adultes, qu'ils soient parents ou non. Ainsi ils pourront, parfois par des confrontations, définir leurs propres enjeux, leurs propres rapports d'être au monde.

Trop d'adolescents sont aujourd'hui dans des situations d'indépendance immédiate sans confrontation ni dialogue avec les adultes. Ils sont souvent seuls face à de grandes responsabilités dans les quartiers, à la fois pour eux-mêmes et parfois pour leurs familles.

Le groupe de pairs, la microsociété de survie deviennent alors un lieu refuge, en suspension temporelle jusqu'au moment où un déclic de la rencontre, d'un tiers, permet d'envisager la vie autrement... Mais ce déclic ne se produit pas toujours et certains d'entre eux restent enkystés dans un mode de vie où ils peuvent demain passer de la cité à la prison, à l'emprise des trafics dans des quartiers encore plus fermés qu'aujourd'hui. Ce serait alors un échec non seulement pour eux mais pour la société entière, qui renoncerait ainsi à l'autonomie de sujet pour tous.

Face à ces défis actuels, pour étayer les jeunes générations, les parents ont besoin de soutien. Il est nécessaire qu'ils puissent trouver des points d'appui, de compréhension et de partage : ces rencontres constituent un travail avec l'ensemble des adultes vivant dans ces quartiers, avec les professionnels représentants de l'action publique, avec les élus. Souvent, un adolescent trouvera son propre mouvement d'autonomie parce qu'il pourra être tranquille par rapport à sa famille et qu'il rencontrera un tiers, source de nouvelles rencontres, de nouvelles découvertes de lui-même et du monde.

Tenir de telles positions suppose de nouvelles solidarités et une conscience collective de cette responsabilité d'accueil de cette nouvelle génération.

3. ARENDT Hannah, *op. cit.*

4. SENNETT Richard, *op. cit.*

5. ERIKSON Erik H., *Adolescence et Crise: la quête de l'identité*, Flammarion, 1968.

ÊTRE SOLIDAIRES ENTRE ADULTES ET PROFESSIONNELS POUR RELEVER CES DÉFIS

Mon métier actuel consiste pour une grande part à travailler avec les professionnels qui, tous les jours, œuvrent dans ces quartiers auprès des jeunes et de leurs parents, dans des missions de l'action publique. Ce sont des éducateurs, des animateurs, des enseignants, des chefs de projet, des assistants sociaux, des gardiens d'immeubles, des policiers, des chauffeurs d'autobus... Tous ont établi des relations avec les populations concernées et exercent des métiers définis en fonction de cultures professionnelles différentes. Pourtant, aucune institution seule n'est à même de soutenir les enjeux désignés précédemment.

Aujourd'hui, l'enseignant ne peut pas seul, dans l'école, faire face aux situations auxquelles il est confronté ; de même que l'éducateur de justice ou le postier. Tous inscrits dans ces missions de service public, ils ont développé des réseaux, des échanges, des liens de coopération plus ou moins explicites.

Notre travail a pour objet de construire ces cultures partagées, sans gommer les rôles, les missions et les places de chacun. Il ne s'agit pas d'un ajustement d'un système, mais à plu-

sieurs professionnels de comprendre, de répondre aux situations vécues par les jeunes et leurs familles et de mieux analyser les défenses construites par chacun dans ces relations à la fois enrichissantes et difficiles. Nous visons ainsi à favoriser la reconstruction de dynamiques d'action plus pertinentes, plus efficaces par rapport aux personnes concernées, en fonction de valeurs, parfois d'utopies partagées.

Je suis impressionnée actuellement par le grand investissement de ces professionnels pour reconstruire ensemble le sens de leurs actions, pour analyser, comprendre les personnes qu'ils côtoient. Il existe encore aujourd'hui une grande capacité collective pour résister aux violences, aux situations d'emprise, pour retrouver ensemble l'énergie de soutenir des sorties autonomes pour les adolescents. La possibilité de refaire ensemble du langage, de mettre des mots par rapport aux réalités quotidiennes vécues souvent en urgence, dans l'implicite ou dans la répétition, permet de se dégager de ces situations, de les réanalyser ensemble et de reconstruire une position personnelle et collective. Quand nous réussissons à associer directement les personnes concernées, qu'elles soient jeunes ou adultes, alors très rapidement des défenses se transforment, de nouvelles capacités d'invention collective émergent, mais cela n'est

pas magique et suppose en amont des situations de rencontre, d'échange et la construction de places définies.

Ainsi, dans l'atelier de la sécurité créé à Grande Synthe, les habitants invités ont été très fortement impliqués ; lors de l'analyse des situations de vandalisme scolaire avec les directeurs d'écoles primaires et maternelles, les habitants eux-mêmes ont alerté le groupe sur l'inquiétude des habitants témoins de ces violences ; un travail de relation s'est alors mis en place entre les directeurs d'écoles, la police nationale, pour dialoguer avec les habitants témoins de ces violences. Mais cela n'est possible que parce que cette ville, dans son projet politique, mène un travail quotidien auprès des habitants.

La visée collective proposée dans mon ouvrage n'est pas facile à tenir, car les dynamiques internes des habitants au sein des quartiers et les rapports des institutions avec ces lieux de vie créent de la rupture, de la mise à distance ou de l'inclusion. Je garde toujours en mémoire cette phrase de Yao, qui est tellement juste : *« La cité, c'est comme un élastique, tu pars le plus loin possible mais tu reviens toujours au centre. »*⁶ Pour les habitants et les jeunes aux prises avec l'exclusion, s'ils ne dispo-

sent pas des statuts qui rendent autonomes, s'ils n'ont pas les possibilités d'être inscrits dans un parcours résidentiel choisi et sont de fait assignés à vivre là, le logement pour les adultes, la cité pour les jeunes deviennent alors des lieux de refuge, aussi parfois d'ancrage, porteurs d'ouvertures, de projets. Le rôle des institutions publiques est majeur à ce propos ; elles peuvent constituer des tiers, des supports d'ouverture, d'inversion de ce mouvement centripète, mais elles peuvent aussi contribuer à la fermeture, en renforçant les dépendances, en ne soutenant pas les souhaits de sortie.

Ainsi, le travail mené à propos de l'accès aux droits par les juristes en lien avec les acteurs de la vie sociale et les personnes elles-mêmes contribue à la construction de cette autonomie. Cependant, la logique de guichet – « tu as droit », « j'ai droit à » – inscrite dans une approche essentiellement opératoire peut contribuer à un repli dans l'enfermement. Pour le jeune lui-même, cela permet de faire l'économie de choix et de maintenir ainsi une situation à l'identique.

Aujourd'hui, pour nombre de professionnels, interlocuteurs des jeunes dans l'espace public, la situation est difficile. Tous les professionnels

6. Cf. BORDET (J.), *Les « Jeunes de la cité »*, PUF, coll. Le sociologue, 1998.

ayant à exercer des fonctions d'autorité, d'exercice de la règle, sont confrontés à des altercations parfois violentes. Être présent dans le quartier, reconnu, crédible, en fonction de la mission éducative que l'on représente constitue un travail quotidien, parfois à renouveler sans cesse. C'est très difficile pour les éducateurs et il leur faut alors être très vigilants par rapport à leur place, les alliances et les relations mises en place avec les jeunes et les habitants. Trop externes, ils ne représentent rien pour les jeunes par rapport à leur vie, au mieux ils sont porteurs de services potentiels; trop internes, ils peuvent être pris dans des alliances complexes et perdent la distance nécessaire.

Être professionnel de l'éducation demande en permanence une vigilance et une capacité de construire sa place pour soi-même et pour les autres. Le professionnel seul ne peut pas tenir de tels enjeux mais doit trouver des points d'appui dans son équipe, dans son institution, dans le travail avec les partenaires. Confrontés indirectement aux organisateurs sociaux internes à la cité, nombre de professionnels doivent en permanence reconstruire leur position pour tenir leur mission de service public, leur rapport à la laïcité et à la démocratie locale tout en respectant les identités de chacun. Pour tous les profession-

nels, c'est difficile, mais cela l'est particulièrement pour nombre de jeunes animateurs et éducateurs issus eux-mêmes de ces quartiers, étant souvent de culture des pays du Maghreb. En effet, pendant de nombreuses années, ils ont représenté pour beaucoup de jeunes une source d'identification positive. Devenir animateur ou éducateur constituait une valeur. Aujourd'hui, c'est plus difficile. Pour certains jeunes, les animateurs, surtout lorsqu'ils ont des statuts précaires comme ceux d'emplois-jeunes, ne sont plus valorisés; parfois ils sont perçus comme «des traîtres, en alliance avec l'Occident et en opposition avec leur communauté religieuse».

Ces évolutions doivent être prises en compte par tous, car ces professionnels non seulement sont confrontés à des situations agressives, mais vivent eux-mêmes des conflits par rapport à leur métier et à leur identité. Le travail à mener auprès d'eux aujourd'hui, pour qu'ils continuent à établir des rapports de tiers entre les jeunes et la société, est très important.

Renoncer à ces rapports de tiers entre cette dynamique de fermeture des quartiers sur eux-mêmes et le lien avec la société serait l'acceptation d'une mise aux bans cette fois-ci politique d'une partie de la population la plus marginalisée. Cet enferme-

ment risquerait de renforcer la référence essentialiste à l'islam et, à terme, de ne plus permettre ce travail de soutien à l'autonomie, condition interne à la démocratie.

De fait, le retrait actuel de l'investissement public par le soutien aux médiations collectives risque à terme de défaire cet effort permanent de liens à consolider entre les communautés de vie de ces quartiers et les représentants de l'action publique.

TISSER DES LIENS ENTRE LES GROUPES AFFINITAIRES ET COMMUNAUTAIRES ET LES COMMUNAUTÉS DE VIE POUR RENFORCER LA DÉMOCRATIE LOCALE

Je différencie pour ma part la communauté de vie des groupes communautaires, qui fonctionnent dans l'entre-soi.

Dans ces quartiers, des communautés de vie se sont créées: des habitants, des commerçants, parfois certains acteurs sociaux comme les gardiens d'immeuble, des éducateurs, des animateurs, des policiers de proximité, des jeunes eux-mêmes les constituent. Des liens se sont tissés, souvent, des communautés de vie ont émergé.

Si les quartiers «tiennent quand même», c'est très souvent parce que de fait, au quotidien, ces communautés existent. Cependant, elles ont été très peu identifiées et le plus souvent n'ont pas été instituées, ni sur un plan social ni sur un plan politique. Instituer ces communautés de vie suppose alors d'accepter la construction de contre-pouvoirs, d'accepter qu'elles puissent prendre des décisions et contrôler leur mise en œuvre, être reconnues et impliquées autrement dans la vie locale.

Dans toutes les villes où j'ai travaillé, ce passage n'a pas été fait; au mieux, les communautés de vie deviennent des points d'appui dans des moments de crise, de tensions, qu'il faut calmer rapidement. Même si ces communautés de vie sont complexes, traversées elles-mêmes par des conflits, des formes de stigmatisation interne, elles constituent un point d'appui central pour l'établissement de ces solidarités. Les reconnaître, les instituer, leur donner du pouvoir dans la vie sociale permet alors d'autres formes de démocratie, de négociation avec les pouvoirs internes de ces organisateurs sociaux qui, de fait, créent parfois des modes de rapport au sein des quartiers caractérisés par la force, la surveillance ou l'emprise, en rivalité et à distance des lois sociales.

Reconnaître les communautés de vie, les aider à se fortifier, à se constituer, à exister dans une reconnaissance politique, en lien avec les élus locaux, avec les représentants de l'État, constituent autant de leviers pour des processus d'autonomie, car cette reconnaissance symbolique favorise l'identification de chacun comme sujet social et comme sujet politique. Les associations, les regroupements en fonction des identités, des cultures, des origines, peuvent y trouver leur place.

Cependant, au-delà de cette aspiration encore dominante, des replis

sur l'entre-soi se développent. La revendication et le désir de devenir citoyen autonome par rapport à des groupes d'appartenance affinitaire ou communautaire se transforment. C'est un phénomène complexe, car, selon les personnes, leurs histoires de vie, leurs aspirations, ces modes de repli et leurs liens avec les institutions et la société ne sont pas les mêmes.

Ainsi, le repli dans des groupes se référant à l'islam pour des jeunes adolescents nés en France, ayant été confrontés à l'échec scolaire ou à la discrimination face à l'emploi, n'est pas du même ordre que l'organisation entre soi d'adultes arrivés récemment en France de pays confrontés à la pauvreté et à la violence politique. Les liens à instaurer entre ces groupes affinitaires et communautaires et la communauté de vie de la ville, du quartier, constituent un axe de travail important pour les responsables politiques, les professionnels et l'ensemble des habitants. La plupart des habitants de ces quartiers revendiquent le statut et les moyens de vie des classes moyennes, soit un travail salarié, le choix de leur habitat, la mobilité, et l'accès à l'argent légal pour vivre. Beaucoup d'entre eux souhaitent avant tout que leurs enfants sortent de la précarité et accèdent à cette condition sociale. Pour la plupart,

les institutions, en particulier l'école, sont reconnues comme un vecteur central d'accès à cette autonomie. Cette inscription sociale n'annule pas pour autant les lieux d'appartenance, la référence aux identités et aux cultures spécifiques. L'inscription de cette communauté de vie dans la vie démocratique locale peut alors conforter l'existence de solidarités. La question des solidarités ne relève pas seulement d'un choix d'attitude ou de dépassement des mécanismes de défense. Ce serait donner une lecture essentiellement psychologique des difficultés rencontrées, voire moralisante; cette question relève davantage d'un projet politique: quelle démocratie? quelle construction de la citoyenneté pour les jeunes et pour ces adultes?

Ces liens à établir entre la communauté et la politique contribuent aux solidarités, car la communauté a alors la capacité d'exercer son pouvoir et d'affirmer ainsi sa dignité.

Je pense souvent à ce moment vécu au Honduras avec une communauté d'habitants qui avait fui les dégâts occasionnés par l'ouragan Mitch et qui s'était installée dans un site à distance de leur habitation d'origine. Je revois la discussion avec ces hommes et ces femmes pour savoir s'ils souhaitaient la présence d'une

ONG pour créer des moments de jeux avec leurs enfants. Les gens avaient parlé pendant longtemps avec les représentants de cette ONG avant d'accepter leur présence et avaient envisagé d'y mettre des conditions. Comment, dans nos propres quartiers, créer avec les habitants des espaces de dialogue, de choix, à propos de l'éducation de leurs enfants?

Une des conditions de la solidarité serait alors que la communauté de vie retrouve elle-même sa capacité d'agir, de faire des choix et de les mettre en œuvre. Les enjeux identifiés par les habitants eux-mêmes seraient alors partagés avec les professionnels ainsi que leurs responsabilités dans la mise en œuvre.

L'enseignement que nous retirerons du budget participatif au Brésil, en particulier à Porto Alegre, est cette confiance faite par le pouvoir politique à la communauté d'habitants pour exercer les choix, les mettre en œuvre avec les professionnels et les contrôler.

Dans le champ de l'éducation, une telle perspective est possible dans nos quartiers, elle suppose un engagement des institutions, une autre position de l'État, et un projet politique local. Je pense qu'un retrait trop important de l'État et du politique dans

ces quartiers risque de conforter le repli et le renforcement d'organisations internes en rupture avec la démocratie. Cependant, la situation actuelle des modes d'intervention de l'État providence est trop en rupture avec les dynamiques internes de ces quartiers. La question centrale aujourd'hui n'est plus de faire pour les gens mais avec eux, en leur reconnaissant des choix et des pouvoirs. Il existe de nombreuses tentatives en France à ce propos. Il est nécessaire de les identifier, de les construire. Les questions éducatives sont centrales et difficiles. Travailler avec les jeunes, construire avec eux leur place, assumer les conflits que cela suppose est passionnant mais difficile.

Je pense au conseil local des jeunes d'une ville de la région parisienne que j'ai accompagné pendant deux ans avec les animateurs. Les jeunes issus des quartiers en relation avec le service de la jeunesse ont accepté de constituer ce conseil en lien avec les élus et le pouvoir politique représentatif. Cependant, très rapidement, ils ont souhaité témoigner des conditions de vie des jeunes les plus exclus, aux prises avec la police, parfois en prison. Ils ont réalisé des vidéos à cet effet. Au cours de ce travail, ils ont rencontré des professionnels, des représentants de la police, de la justice, des familles des jeunes, les jeunes eux-mêmes. Ces vidéos ont été l'ob-

jet de débats dans plusieurs contextes : dans le quartier, dans les écoles, au sein du conseil local des jeunes. Le débat et la coopération avec les élus n'ont pas été simples ; très vite, ces jeunes sont apparus comme difficiles, la discussion avec eux complexe. Cependant, leur appartenance à cette instance, la confrontation avec des institutions et leurs représentants ont influencé leur évolution. Ainsi, l'un des jeunes, lors d'un bilan du conseil local, expliquera comment ce travail lui a permis de passer de la révolte immédiate à une conscience politique...

Après plusieurs années, ces jeunes ont quitté ce conseil local. Certains ont été rencontrés dans une association sur l'accès aux droits des jeunes, Thémis, à Strasbourg, alors que d'autres sont allés voir « Les motivés » à Toulouse... Depuis, ils ont créé leur propre association et ont mis en place un débat collectif avec les jeunes de la ville proche pour dire « nous ne serons pas la tolérance zéro » de la banlieue, et créer une capacité d'interpellation politique locale.

RECONNAÎTRE LES COMMUNAUTÉS DE VIE, RENFORCER LES SOLIDARITÉS ENTRE LES ADULTES ET LES INSTITUTIONS : UN PROJET POLITIQUE

Il y a urgence à renouer des liens de partage et de responsabilité avec les adultes et les jeunes qui vivent dans ces quartiers. Trop souvent, les ruptures de liens, d'échanges, l'imposition de dispositifs trop peu appropriés par les gens eux-mêmes, maintenant le retrait de l'action publique et l'intensification des politiques de maîtrise et de contrôle, ont favorisé l'enfermement et l'émergence d'organismes sociaux caractérisés par la force et l'emprise. Maintenir ouverts les quartiers, les inscrire dans la ville et dans l'urbanité supposent un soutien à l'autonomie et le partage de cette responsabilité pour « faire grandir les enfants ». Cela suppose à la fois l'existence d'un projet politique démocratique et la reconnaissance de solidarités entre les adultes pour accueillir les nouvelles générations.

Je pense ici à ce travail réalisé au Burundi par les CÉMEA avec les éducateurs et les journalistes télé-radio de ce pays à propos de l'éducation des enfants après le génocide. Denise, une jeune journaliste, est intervenue en disant au cours d'un bilan de session de travail : « J'ai dé-

couvert que ces enfants de la rue ne sont ni des misérables, ni des délinquants, mais un enjeu patriotique... » J'aimerais qu'en France, dans nos quartiers, nous puissions trouver cette solidarité qui, au Burundi comme ailleurs, est très fragile.

La notion de solidarité entre les adultes et les institutions proposée dans mon livre a pour rôle de soutenir une visée collective, politique, pour résister à des effets destructeurs du lien social et pour ouvrir à des changements sociaux, des inventions sociales que nous ne connaissons pas encore. Cette notion ne désigne pas une attitude psychologique et morale, mais a pour objet de nommer une responsabilité qui n'incombe pas seulement aux parents et aux jeunes. Le devenir de ces jeunes les plus marginalisés est un symptôme pour la société entière. Si demain une partie d'entre eux n'a pas accès à un statut de sujet autonome mais se retrouve dans une vie d'aliénation, où l'enfermement et l'emprise sont dominants, cela représentera une rupture pour toute la société, un abandon de ce mouvement qui est de tenter que tous soient le plus autonomes possible.

Aujourd'hui, nous sommes dans une spirale où l'enfermement dans le quartier produit son propre processus d'emprise et de rupture avec cette autonomie, et où les réponses politiques

et l'action publique tendent de plus en plus à contenir ces personnes dans des espaces à part, en rupture avec la ville, avec une existence autonome.

La notion de solidarité entre les adultes et les institutions propose une voie de résistance et de travail pour transformer ce processus. C'est une des ouvertures possibles. Ainsi, en partageant avec les parents de ces jeunes, avec leurs familles, cette responsabilité, pour qu'ils soient accueillis, pour qu'ils adviennent au monde et y trouvent leur place, nous contribuons à créer des liens, à soutenir qu'un enfant, quelles que soient les conditions de sa naissance, puisse s'étayer sur le monde des adultes et construire progressivement sa façon d'y exister. C'est là une visée et une utopie collective, mais celle-ci est née depuis de nombreuses années dans un contexte de vision du progrès, d'État providence. Comment, dans les changements actuels, ne pas y renoncer, à quelles conditions contribuer à soutenir cette approche de l'adolescence? C'est un acquis culturel et collectif qui demain peut ne plus exister pour tous. Certains jeunes seront alors confrontés à la fois à des modes de survie et à des responsabilités, ils ne pourront plus s'étayer sur un monde protecteur et confiant pour grandir. Ce que nous appelons l'adolescence n'existera plus alors pour eux.

Je pense à des échanges et à des réflexions que je mène actuellement avec des éducateurs qui travaillent dans une favela de Brasilia; leur premier objectif pour permettre aux jeunes d'être adolescents est de renforcer leur protection par la présence des institutions et par le travail des éducateurs avec les familles. Ils visent ainsi à ce que les jeunes évitent les situations les plus dangereuses et les plus destructrices par rapport aux trafics, à l'addiction, au risque de la criminalisation, mais ils nous disent aussi comment aujourd'hui la plupart d'entre eux ne quitteront pas la favela, la survie et la nécessité de se défendre quotidiennement. Nos échanges avec les Brésiliens montrent cependant que, pour une part importante de la population, ces jeunes des favelas deviennent un enjeu collectif, de cohésion pour la société entière. Comment pouvons-nous ici prendre en compte les risques dans lesquels nous sommes aujourd'hui et intervenir dès maintenant?

Mon livre, en référence à nos acquis, à des expériences collectives déjà existantes, vise à construire avec d'autres une perspective politique et collective dans ce sens. □